



RAPPORT DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2012-2013

L'hon. Blaine Higgs

Ministre des finances

Novembre 2012

Rapport du deuxième trimestre 2012-2013

Publié par :

Ministère des Finances
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet: www.gnb.ca/finances

Novembre 2012

Traduction :

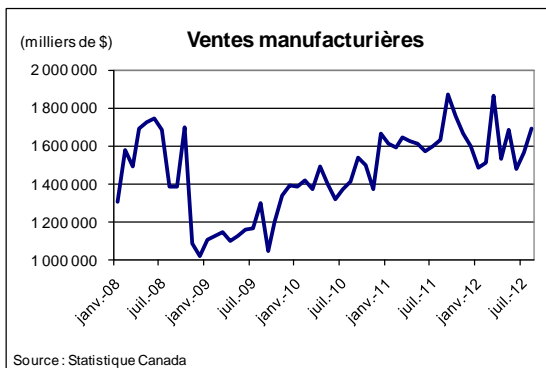
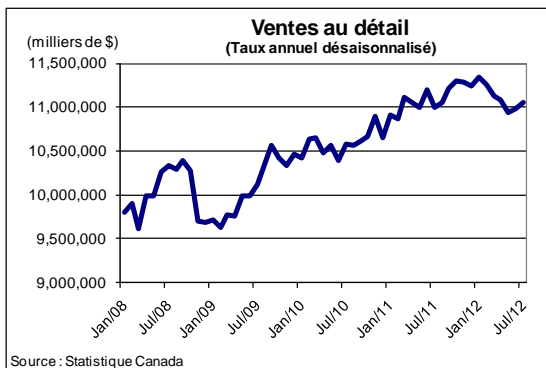
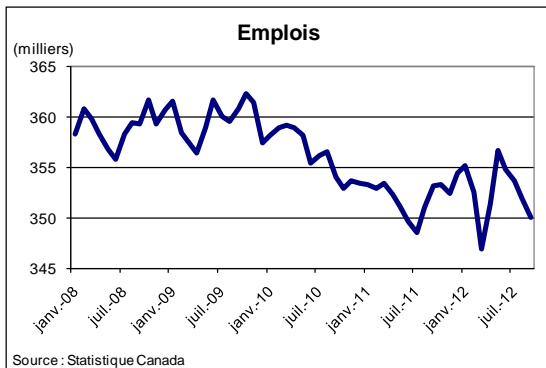
Bureau de traduction, Services gouvernementaux

ISBN 978-1-55396-354-7



Pensez à recycler!

Compte rendu économique pour 2012



Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick			
	2010	2011	2012F
PIB (réel)	3.1	0.1	0.7
Revenu personnel	3.4	4.1	2.7
Emploi	-0.9	-1.2	0.3
Taux de chômage (%)	9.3	9.5	9.9
Indice des prix à la consommation	2.1	3.5	1.7

Source : Statistique Canada
Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire

- Selon le Fonds monétaire international (FMI), un ralentissement dans le secteur de la fabrication et un chômage persistant ont contribué à la stagnation économique généralisée à l'échelle mondiale au cours de la première moitié de 2012. L'activité économique mondiale devrait maintenant augmenter de 3,3 %.
- Le PIB réel aux États-Unis a augmenté de 0,4 % pendant le deuxième trimestre de l'année, soit un taux annuel 1,7 %, ce qui suggère que la reprise ralentit, alors que le marché du travail et la consommation continuent à être confrontés à des difficultés.
- La Banque du Canada prévoit maintenant un PIB réel de 2,1 % en 2012, en baisse par rapport au 2,4 % antérieurement attendu étant donné que les échanges commerciaux nets sont influencés négativement par la faiblesse ailleurs.
- L'activité économique au Nouveau-Brunswick n'a pas été à la hauteur des attentes pendant la première moitié de l'année. Le ministère des Finances s'attend maintenant à une croissance du PIB réel de 0,7 % en 2012, un niveau cohérent avec les attentes des prévisionnistes du secteur privé.
- Au cours des neuf premiers mois, il y a eu 900 emplois de plus, alors que les gains au chapitre de l'emploi à temps plein (+ 3 300) ont compensé les pertes d'emploi à temps partiel (- 2 400), comparativement à la même période l'année dernière.
- Les salaires et les traitements ont connu une croissance inférieure à 2,0 %, inférieur au taux de croissance national.
- Les dépenses de consommation se sont resserrées pendant le deuxième trimestre de l'année. Après une modeste croissance au premier trimestre, les ventes au détail ont ralenti.
- Les gains dans le secteur de la fabrication de produits du bois n'ont pas suffi à compenser l'impact de la baisse des prix de l'énergie dans le secteur manufacturier, car les ventes à la fabrication ont baissé de 1,7 % depuis le début de l'année. Malgré le ralentissement dans les ventes à la fabrication, les exportations continuent d'afficher une croissance limitée.
- Les mises en chantier jusqu'à septembre dans les centres urbains de la province sont en hausse de 12,0 % par rapport à l'année dernière. La construction de logements à unités multiples à Moncton est en grande partie responsable des gains dans le secteur de la construction résidentielle.
- L'inflation des prix à la consommation dans la province se chiffre en moyenne à 2,0 % depuis le début de l'année, un taux légèrement supérieur à l'inflation nationale de 1,8 %.

Compte rendu financier pour 2012-2013

D'après l'information sur le deuxième trimestre, on anticipe maintenant un déficit de 356,7 millions de dollars pour l'exercice 2012-2013. Il s'agit d'une augmentation de 173,7 millions de dollars par rapport au déficit budgétaire de 182,9 millions de dollars.

La dette nette devrait augmenter de 911,5 millions de dollars en glissement annuel, ce qui représente une hausse de 172,5 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires de 738,9 millions de dollars.

Les revenus devraient être 122,8 millions de dollars de moins par rapport aux sommes prévues au budget, en raison d'un affaiblissement de l'économie. Voici certains des plus importants écarts :

- Les recettes liées à l'impôt sur le revenu des particuliers ont connu une diminution de 86,4 millions de dollars, en raison d'un rendement moindre du système fiscal, ce qui s'est traduit par un rajustement négatif à la baisse projeté pour l'année précédente et d'une base provisionnelle inférieure.
- La vente de biens et de services a enregistré une baisse de 18,4 millions de dollars en raison d'une réduction des recettes des entités consolidées.
- Une baisse de 15,0 millions de dollars est prévue pour la taxe de vente harmonisée en raison d'une réduction anticipée des sommes nationales mises en commun sur lesquelles les paiements sont basés.
- Les redevances s'élèvent à 9,1 millions de dollars de moins, résultat d'une demande moindre pour le bois à pâte et le gaz naturel.
- L'impôt sur le revenu des sociétés est en baisse de 8,4 millions de dollars en raison d'un rajustement négatif à la baisse prévu l'année précédente.
- Les revenus de placement ont diminué de 7,7 millions de dollars principalement en raison de recettes nettes plus faibles que prévu pour la Corporation financière de l'électricité du Nouveau-Brunswick à la suite des dernières prévisions d'Énergie NB.
- Le transfert canadien en matière de santé a diminué de 7,5 millions de dollars, compte tenu des nouvelles estimations fédérales.
- Des ventes plus faibles se sont traduites par une diminution de 5,0 millions de dollars des revenus tirés de la taxe sur le tabac.
- Les revenus de l'Organisme de service spécial sont en hausse de 9,5 millions de dollars, principalement en raison de la prévision d'un financement fédéral accru pour les ententes avec la Société de développement régional.
- Les revenus divers sont en hausse de 8,1 millions de dollars, en raison surtout de recettes plus élevées que prévu provenant des régies régionales de la santé.
- Les subventions remboursables sous condition ont augmenté de 6,6 millions de dollars en raison de l'aide fédérale aux victimes d'inondations et à une entente avec le gouvernement fédéral dans le domaine de l'agriculture, montant compensé en partie par un financement inférieur pour les programmes de développement de l'emploi.
- Les revenus tirés de la taxe sur le capital des corporations financières sont en hausse de 4,9 millions de dollars en raison d'une augmentation prévue du capital libéré.

Compte rendu financier pour 2012-2013

Il est prévu que le total des dépenses s'élèvera à 51,0 millions de dollars de plus que les prévisions budgétaires principalement en raison des facteurs suivants :

- Une augmentation de 3,3 millions de dollars pour le ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, surtout attribuable aux hausses prévues dans les programmes fédéraux-provinciaux actuels pour la gestion des risques des exploitations agricoles.
- Une hausse de 10,6 millions de dollars pour le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance résultant principalement de la nécessité de répondre à une demande plus forte pour des programmes et des services spécialisés offerts aux enfants d'âge préscolaire et aux élèves.
- Une augmentation de 36,8 millions de dollars aux services gouvernementaux généraux, surtout attribuable à des retards à réaliser certaines des initiatives de réduction des coûts au sein du gouvernement.
- Une baisse de 18,0 millions de dollars pour le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, surtout attribuable à des réductions dans les recours aux programmes de développement de l'emploi (compensée par un plus faible revenu).
- Une augmentation de 6,0 millions de dollars pour la Sécurité publique en raison du programme d'aide financière en cas de catastrophe relativement à l'inondation de Perth-Andover en mars 2012 (compensée par un revenu plus élevé).
- Une augmentation de 13,5 millions de dollars pour Transport et Infrastructure surtout attribuable à des retards dans les économies à réaliser grâce aux initiatives de renouvellement du gouvernement et à la tension de coûts relativement à une augmentation des prix des marchandises.

ÉTAT COMPARATIF DE L'EXCÉDENT OU DU DÉFICIT
Milliers
\$

	Année se terminant le 31 mars		Variance des prévisions
	2013 Prévisions	2013 2^e trimestre	
Recettes			
Compte ordinaire.....	7 422 001	7 286 669	(135 332)
Compte de capital.....	232 822	231 707	(1 115)
Compte à but spécial.....	63 512	67 701	4 189
Compte d'organisme de service spécial (nettes).....	73 726	83 230	9 504
Gains du fonds d'amortissement.....	221 000	221 000	0
Recettes totales.....	8 013 061	7 890 307	(122 754)
Charges			
Compte ordinaire.....	7 662 367	7 709 118	46 751
Compte de capital.....	52 799	52 722	(77)
Compte à but spécial.....	70 794	74 164	3 370
Compte d'organisme de service spécial (nettes).....	71 086	72 034	948
Amortissement des immobilisations corporelles.....	338 921	338 919	(2)
Charges totales.....	8 195 967	8 246 957	50 990
Excédent (Déficit).....	<u>(182 906)</u>	<u>(356 650)</u>	<u>(173 744)</u>

ÉTAT COMPARATIF DES RECETTES BRUTES PRÉVUES SELON LA PROVENANCE

Milliers

\$

	Année se terminant le 31 mars		Variance des prévisions
	2013 Prévisions	2013 2 ^e trimestre	
Taxes et impôts			
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 317 400	1 231 000	(86 400)
Impôt sur le revenu des corporations.....	223 600	215 200	(8 400)
Taxe sur les minéraux métalliques.....	40 000	40 000	0
Impôt foncier provincial.....	469 400	469 400	0
Taxe de vente harmonisée.....	1 135 400	1 120 400	(15 000)
Taxe sur l'essence et les carburants.....	247 300	247 300	0
Taxe sur le tabac.....	150 000	145 000	(5 000)
Taxe sur le pari mutuel.....	600	600	0
Taxe sur les primes d'assurance.....	43 746	45 400	1 654
Taxe sur le transfert de biens réels.....	13 600	12 600	(1 000)
Taxe sur le capital des corporations financières.....	23 125	28 000	4 875
Total partiel : taxes et impôts.....	<u>3 664 171</u>	<u>3 554 900</u>	<u>(109 271)</u>
Produits de placements.....	300 581	292 887	(7 694)
Licences et permis.....	135 124	133 998	(1 126)
Vente de biens et services.....	296 173	277 774	(18 399)
Recettes des loteries et des jeux.....	142 938	145 938	3 000
Redevances.....	121 670	112 605	(9 065)
Amendes et intérêts de pénalités.....	8 233	8 178	(55)
Recettes diverses.....	<u>24 690</u>	<u>32 833</u>	<u>8 143</u>
TOTAL : RECETTES DE PROVENANCE INTERNE.....	<u>4 693 580</u>	<u>4 559 113</u>	<u>(134 467)</u>
Subventions inconditionnelles – Canada			
Paiements de péréquation.....	1 597 700	1 597 700	0
Transfert canadien en matière de santé.....	637 200	629 700	(7 500)
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	257 400	257 400	0
Tranfert visant la réduction des temps d'attente.....	5 422	5 422	0
Autres.....	1 866	1 866	0
Total partiel : subventions inconditionnelles – Canada.....	<u>2 499 588</u>	<u>2 492 088</u>	<u>(7 500)</u>
Subventions conditionnelles – Canada.....	228 833	235 468	6 635
TOTAL : SUBVENTIONS DU CANADA.....	<u>2 728 421</u>	<u>2 727 556</u>	<u>(865)</u>
TOTAL : RECETTES BRUTES AU COMPTE ORDINAIRE.....	<u>7 422 001</u>	<u>7 286 669</u>	<u>(135 332)</u>

ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES BRUTES AU COMPTE ORDINAIRE

Milliers

\$

Année se
terminant le 31 mars

<u>MINISTÈRE</u>	2013	2013	Variance		
	Prévisions	2 ^e trimestre	des prévisions		
			\$	%	
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	39 983	43 255	3 272	8,2 %	!
Assemblée législative.....	26 173	26 133	(40)	-0,2 %	✓
Bureau du Conseil exécutif.....	23 605	23 125	(480)	-2,0 %	✓
Cabinet du premier ministre.....	1 655	1 645	(10)	-0,6 %	✓
Culture, Tourisme et Vie saine.....	51 272	50 622	(650)	-1,3 %	✓
Développement économique	105 401	105 401	0	0,0 %	
Développement social.....	1 051 925	1 051 925	0	0,0 %	
Éducation et Développement de la petite enfance..	1 071 133	1 081 733	10 600	1,0 %	!
Éducation postsecondaire, Formation et Travail....	588 302	570 310	(17 992)	-3,1 %	✓
Énergie.....	2 920	2 920	0	0,0 %	
Environnement et Gouvernements locaux.....	150 587	150 331	(256)	-0,2 %	✓
Finances.....	19 165	18 165	(1 000)	-5,2 %	✓
Gouvernement général.....	608 764	645 515	36 751	6,0 %	!
Investir N.-B.	14 637	14 437	(200)	-1,4 %	✓
Justice et Procureur général	63 286	62 181	(1 105)	-1,7 %	✓
Ressources naturelles.....	112 724	110 337	(2 387)	-2,1 %	✓
Santé.....	2 583 815	2 583 815	0	0,0 %	
Sécurité publique.....	142 290	148 290	6 000	4,2 %	*
Service de la dette publique.....	672 000	672 000	0	0,0 %	
Services gouvernementaux.....	59 457	60 157	700	1,2 %	!
Transports et Infrastructure.....	273 273	286 821	13 548	5,0 %	!
CHARGES TOTALES	7 662 367	7 709 118	46 751	0,6 %	

✓ Sous-utilisation prévue des fonds

! Surutilisation prévue des fonds

* Compensées par des recettes supplémentaires

ÉTAT COMPARATIF DE L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE
Milliers
\$

	<u>Année se terminant le 31 mars</u>		Variance des prévisions
	2013 Prévisions	2013 2 ^e trimestre	
Excédent (Déficit).....	(182 906)	(356 650)	(173 744)
Acquisition des immobilisations corporelles.....	(894 961)	(893 728)	1 233
Amortissement des immobilisations corporelles.....	<u>338 921</u>	<u>338 919</u>	<u>(2)</u>
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	<u>(738 946)</u>	<u>(911 459)</u>	<u>(172 513)</u>